



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°74 – 9 octobre 2019

Combattre pour le socialisme fait connaître une nouvelle déclaration parue sur le site « Maghreb socialiste » le 7 octobre.

À BAS LE RÉGIME !

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE NE DOIT PAS AVOIR LIEU !

**Dirigeants des organisations ouvrières, CSA, Comité de réappropriation de l'UGTA :
prononcez-vous pour le boycott de l'élection présidentielle de décembre et engagez-vous à l'organiser !**

À l'unisson, les dizaines de milliers de manifestants qui ont battu le pavé mettent au centre de leurs revendications une exigence : **pas d'élection présidentielle avec la bande, souveraineté populaire, le peuple est libre de choisir !** Dans de nombreuses wilayas, cette exigence se traduit en actes. Au-delà des dizaines et des dizaines de maires qui refusent d'organiser cette mascarade pour le compte du régime, on a pu constater dans de nombreuses communes la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse à l'occasion de la convocation du corps électoral, se rendre en masse en direction des communes pour bloquer purement et simplement l'accès aux bureaux chargés de mettre à jour les listes électorales. Selon TSA, « des habitants de la commune de Djaafara, dans la wilaya de Bordj Bou Arrerdj, ont procédé, ce mardi 2 octobre, à la fermeture du bureau des élections de leur commune.

Aux cris de « pas d'élections avec les gangs », les manifestants ont utilisé une planche en bois qu'ils ont clouée sur la porte du bureau des élections. L'action a été filmée et la vidéo a été publiée sur les réseaux sociaux. C'est la première action du genre signalée dans la wilaya de Bordj Bou Arrerdj. Avant Bordj Bou Arrerdj, des communes dans les wilayas de Sétif, Boumerdès et Bouira ont enregistré des actions similaires. À Bejaia et Tizi Ouzou, la majorité des maires ont annoncé leur décision de boycotter l'opération électorale. »

Par ces actions, les travailleurs et la jeunesse indiquent la voie. Aujourd'hui la lutte pour la chute du régime se concentre sur un mot d'ordre : **boycott de l'élection présidentielle !!!**

Dans ces conditions, les dirigeants des organisations syndicales devraient être aux côtés des masses contre le régime en reprenant ce mot d'ordre. Ils devraient aussi assurer la protection des manifestations contre les menées répressives du régime.

Tout le monde le sait : la tenue du scrutin constituerait une victoire indéniable pour Gaïd Salah et la hiérarchie militaire. Au contraire, la non tenue de celui-ci signifierait sans aucun doute une victoire pour les masses, ouvrant la perspective de la chute du régime.

Pourtant, les dirigeants de la CSA et du Comité de réappropriation de l'UGTA persistent à cautionner l'opération de Gaïd Salah, les premiers en participant aux instances de dialogue et en s'inscrivant de fait dans la perspective de cette élection (tout en multipliant les initiatives dislocatrices comme les grèves locales et les grèves cycliques), les autres en se distinguant par un silence assourdissant que l'on ne peut interpréter que comme un consentement.

Pour la CSA, il suffit de se pencher sur sa dernière déclaration dans laquelle elle affirme demeurer attachée à l'initiative de la société civile élargie aux partis et personnalités pour trouver une solution consensuelle « **qui fera sortir de la crise et permettra de retrouver le processus électoral** ».

De même pour la direction de l'UNPEF (Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation) qui, plus clairement encore, indique sans détour dans sa dernière déclaration du 2 octobre que « **la clef de la solution passe inévitablement par les urnes** ».

Cette orientation, qui cautionne le dialogue et le principe de l'élection, ne peut mener qu'à la défaite.

Et ce n'est pas l'appel à des grèves cycliques locales de certains secteurs, comme on l'a vu récemment à Bejaia, qui peut permettre de surmonter l'obstacle que constitue l'orientation de la direction de la CSA. Tout au contraire, ces actions - qui se prétendent radicales - contribuent à la dislocation, à un moment où c'est la préparation de la grève générale pour le boycott qui devrait être mise à l'ordre du jour. Elles ne sont au mieux qu'une couverture de l'impasse à laquelle la CSA voudrait conduire par son orientation de dialogue avec le régime.

Quant au Comité de réappropriation de l'UGTA, en reportant tout sur un hypothétique congrès pour décembre, c'est-à-dire au mieux en plein processus électoral, il s'assoie purement et simplement sur l'aspiration des dizaines de milliers de travailleurs qui s'est exprimée dans le mouvement historique contre la direction de l'UGTA officielle, exigeant de l'UGTA qu'elle se mette au service des travailleurs, qu'elle engage le combat contre le régime, qu'elle soit indépendante du pouvoir et de la bourgeoisie. À sa façon, il entérine l'élection.

Les travailleurs ont répondu de façon cinglante aux menaces de Gaïd Salah. Malgré les tentatives d'intimidation et la répression, ils continuent à se mobiliser avec une exigence : Pas d'élection présidentielle avec le gang, dehors Gaïd Salah ! À bas le régime !

Refuser d'appeler au boycott, c'est laisser les masses sans défense, c'est favoriser la répression massive dont rêve Gaïd Salah !

IL Y A URGENCE :

IL FAUT IMPOSER AUX DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES (PARTIS ET SYNDICATS), ET TOUT PARTICULIÈREMENT AUX DIRIGEANTS DE LA CSA ET DU COMITÉ DE RÉAPPROPRIATION DE L'UGTA,

- QU'ILS ROMPENT AVEC LE POUVOIR,**
- QU'ILS REPRENENT À LEUR COMPTE L'EXIGENCE FORMULÉE PAR LES MANIFESTANTS,**
- ET DONC QU'ILS SE PRONONCENT CLAIREMENT POUR LE BOYCOTT DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE.**

Cela signifie : qu'ils s'engagent dès maintenant à l'organiser le moment venu, y compris en utilisant les moyens traditionnels de la classe ouvrière, tel l'appel à la grève générale.

C'est de cette façon que pourra s'imposer l'expression de la souveraineté populaire, à travers l'élection d'une Assemblée nationale souveraine sous le contrôle des masses.

C'est sur cet axe que combattent aujourd'hui les militants regroupés autour de « Maghreb socialiste ».

LES MILITANTS REGROUPES AUTOUR DE « MAGHREB SOCIALISTE » N'ONT PAS D'AUTRES INTERETS QUE CEUX DES MASSES EN LUTTE CONTRE LE REGIME. C'EST POURQUOI, ILS MILITENT :

- POUR LA CHUTE DU REGIME, LA SATISFACTION DE TOUTES LES REVENDICATIONS DEMOCRATIQUES, EN PARTICULIER L'ELECTION D'UNE ASSEMBLEE NATIONALE SOUVERAINE
- POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS OUVRIERES, CE QUE SEULE PERMETTRA LA CONSTITUTION D'UN VERITABLE GOUVERNEMENT OUVRIER EN EN FINISSANT AVEC LA DOMINATION IMPERIALISTE, EXPROPRIANT LES GRANDS GROUPES CAPITALISTES, ORGANISANT LA PRODUCTION EN FONCTION DU BESOIN DES MASSES
- IMMEDIATEMENT, POUR L'UNITE DES RANGS OUVRIERS, LE FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS SYNDICALES OUVRIERES OUVRANT SUR LA CONSTITUTION D'UNE CENTRALE OUVRIERE UNIQUE INDEPENDANTE DE L'ÉTAT ET DE LA BOURGEOISIE, ET DEMOCRATIQUE
- POUR LA CONSTITUTION D'UN VERITABLE PARTI OUVRIER
- EN L'ABSENCE DE CE DERNIER, AUJOURD'HUI, POUR UN GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS SYNDICALES

LES TRAVAILLEURS ET JEUNES QUI PARTAGENT CES OBJECTIFS OU QUI VEULENT EN DISCUTER
SONT INVITES A PRENDRE CONTACT :

maghrebsocialiste@free.fr

*

Prenez contact : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr